



MOTION ADOPTÉE LE 4 AVRIL 2011 PAR LE COMITÉ NATIONAL SOLIDAIRES

**Face au Front national et aux idées xénophobes :
Vigilance, Combativité et Résistance**

Depuis quelques mois, le Front national revient sur le devant de la scène politique et médiatique. Son changement de présidence aurait selon certains observateurs changé la nature de ce parti et celui-ci serait en train de se banaliser dans la vie républicaine.

Dans un contexte européen marqué par la remontée de courants racistes, xénophobes ou même ouvertement fascistes, l'Union syndicale Solidaires récusé et condamne fermement cette « banalisation » d'un parti qui reste profondément antirépublicain, xénophobe, sexiste et raciste.

La multiplication ces dernières années des déclarations et des mesures amalgamant sécurité, immigration, religion, laïcité..., au-delà même des seuls membres d'une droite soi-disant décomplexée, a fini par renforcer et légitimer des discours auparavant uniquement portés par le Front national.

Dans le même temps, l'accélération des politiques libérales et sécuritaires a généré une aggravation du chômage, un développement des inégalités sociales, de la précarité, de la pauvreté et de l'exclusion qui n'a fait qu'accroître une désespérance sociale sur laquelle le Front national prospère en surfant sur les peurs et l'anxiété face à l'avenir.

Alors que l'exaspération face au sentiment de n'être ni écoutés ni entendus, touche une partie toujours plus grande de la population, le Front national a nettement opté, notamment à travers la mise en avant de Marine Le Pen, pour une « stratégie de gouvernement » et essaye d'avancer masqué derrière une façade supposée plus respectable, plus sociale et plus crédible.

Pour Solidaires, il est clair que le Front national n'est pas un parti comme un autre : La base de sa politique est la préférence nationale, idée nauséabonde et profondément opposée aux valeurs que nous portons et défendons. La haine, le rejet de l'autre font porter sur les étrangers tous les maux de notre société. Par-delà ces fondements haineux et racistes, il est également de notre responsabilité syndicale de dénoncer la réalité d'un programme du FN qui s'avère profondément antisocial.

Face à l'Europe et à la mondialisation libérale, contraires aux intérêts des salarié-e-s et aux besoins sociaux fondamentaux, les réponses protectionnistes du FN comme la sortie de l'Euro ne visent qu'à protéger le capitalisme national sans s'attaquer au rapport capital/travail et à la financiarisation de l'économie. Aux antipodes d'une société solidaire et de transformation sociale, le projet du FN aboutirait à aggraver la concurrence par une série de dévaluations compétitives, à plus de dumping social et fiscal, à l'exacerbation des tensions xénophobes et nationalistes.

Le monde du travail est clairement devenu une cible privilégiée dans la stratégie du Front national. Mais derrière un discours démagogique de façade visant à présenter ce parti comme le seul défenseur des « petits » contre « les gros », le contenu concret de son programme, renvoyant de fait au chacun pour soi, est tout autre, que ce soit en matière de remise en cause de la durée du travail,

d'harmonisation par le bas et de mise à mort du système de retraites par répartition, de destruction de la législation du travail, de remise en cause du droit de grève, d'instauration d'un service public à minima...

Le syndicalisme, tout particulièrement celui de lutte et de transformation sociale, est considéré par le Fn comme « un des maux qui « asphyxient l'entreprise française [...] un des obstacles majeurs aux réformes nécessaires de la société française ». Pour le Fn, le syndicalisme devrait être uniquement basé sur des organisations professionnelles par branche... Vision corporatisme qui ne pourrait qu'engendrer inégalités et protections à minima.

Lors des dernières élections cantonales, le Front national a tenté d'instrumentaliser les organisations syndicales en présentant quelques candidats qui avançaient leur appartenance à une organisation ou une autre. Ceux-ci s'étant vu retirer leurs mandats, le FN a annoncé la création d'un Cercle national de défense des travailleurs syndiqués, qu'il a présenté comme une « Association de défense des intérêts sociaux, moraux et juridiques » des militants FN subissant au sein de leurs syndicats « discriminations politiques et exclusions » (sic !).

L'Union syndicale Solidaires appelle toutes ses organisations membres à la vigilance face à la stratégie d'entrisme du FN en direction de l'ensemble des organisations syndicales.

L'Union syndicale Solidaires rappelle que le syndicalisme repose sur la défense et l'amélioration des droits individuels et collectifs dans une perspective de transformation sociale. Cette perspective et la défense de nos valeurs suppose la solidarité entre tous les salarié-e-s et le refus de toutes formes de racisme, de sexisme, d'homophobie.

L'Union syndicale Solidaires engagée dans les combats contre les politiques xénophobes ne fera aucune concession au Front national ni dans ses propositions, ni dans sa place dans le syndicalisme et rejette toute forme de banalisation de ce parti et de ses idées nauséabondes.

Solidaires considère qu'il est de sa responsabilité de combattre le FN, ses projets et de démontrer en quoi ils sont contraires aux intérêts et aux revendications des salarié-e-s.

À l'occasion de son Comité national, Solidaires réaffirme la nécessité de ce combat et continuera à développer les expressions et les luttes pour le gagner y compris en prenant des initiatives intersyndicales et unitaires nécessaires et réaffirme son engagement dans VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes).

Paris, le 4 avril 2011